



**HAL**  
open science

# La dynamique récente des échanges français de produits laitiers

Vincent Chatellier

► **To cite this version:**

Vincent Chatellier. La dynamique récente des échanges français de produits laitiers. 22.Rencontres Recherches Ruminants, Institut de l'Elevage (IDELE). FRA., Dec 2015, Paris, France. hal-02739348

**HAL Id: hal-02739348**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02739348>**

Submitted on 2 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La dynamique récente des échanges français de produits laitiers

CHATELLIER Vincent (1)

(1) INRA, UR 1134 (LERECO), Rue de la Géraudière, 44316 Nantes

**RESUME** - Le développement futur de la production laitière en France est conditionné essentiellement à la capacité des entreprises de la transformation à exporter davantage de produits laitiers vers les marchés internationaux. La France est le second pays européen exportateur de produits laitiers derrière l'Allemagne. En dépit d'une augmentation de ses importations, surtout de fromages et de beurre, la France améliore régulièrement sa balance commerciale qui est passée de 1,9 milliard d'euros en 2000 à 3,7 milliards d'euros en 2014. Cette performance, encouragée par une hausse tendancielle des prix internationaux (sujets néanmoins à une forte volatilité), tient surtout à la dynamique des exportations vers les pays tiers (dont notamment la Chine, l'Algérie et les USA). Si les échanges intra-communautaires se développent, le solde commercial de la France avec l'UE-28 est resté relativement stable au cours de la précédente décennie. Cette situation résulte d'une amélioration sensible du positionnement français sur le marché britannique et espagnol et d'une détérioration de celui-ci sur le marché néerlandais, italien et, dans une moindre mesure, allemand. Pour les marchés asiatiques et africains, l'augmentation des exportations concerne d'abord le lait infantile et la poudre de lait écrémé. Les exportations de fromages s'orientent, quant à elles, surtout vers les pays européens, avec par ordre décroissant l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique et l'Espagne.

### The recent dynamics of French dairy trade

CHATELLIER Vincent (1)

(1) INRA, UR 1134 (LERECO), Rue de la Géraudière, 44316 Nantes

**SUMMARY** - The further development of milk production in France is essentially conditioned to the capacity of processing companies to export more dairy products to international markets. France is the second dairy exporter of EU Member states, behind Germany. Despite an increase in imports, particularly cheese and butter, France regularly improves its trade balance which increased from 1.9 billion euros in 2000 to 3.7 billion euros in 2014. This performance, which is encouraged by an upward trend in international prices (subject nevertheless to high volatility), is mainly due to the dynamics of exports in third markets (including China, Algeria and the USA). Even though intra-Community trade has developed, the trade balance of France with the EU-28 has remained relatively stable over the previous decade. This is the result of a significant improvement of the French position in the UK and Spanish markets, and a deterioration of it on the Dutch, Italian and, to a lesser extent, German markets. For Asian and African markets, increased exports primarily concern baby milk powder and skim milk powder. Cheese exports are especially oriented towards European countries, in descending order with Germany, the United Kingdom, Belgium and Spain.

### INTRODUCTION

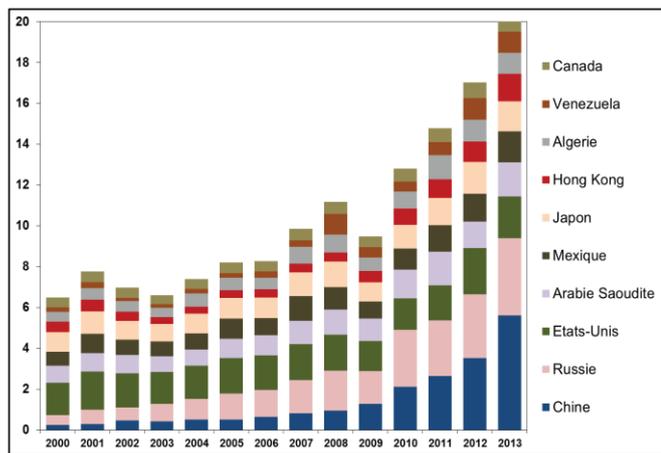
L'abandon des quotas laitiers à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015 offre-t-elle de nouvelles opportunités de développement pour la production laitière française ? La réponse à cette question n'est pas si évidente. Dans un contexte où la consommation domestique globale de produits laitiers (en volume) est en légère décroissance, cela dépendra surtout de l'évolution des jeux concurrentiels internes à l'Union européenne (UE) et de la capacité des acteurs industriels français à capter de nouveaux marchés, notamment dans les pays tiers où la croissance de la consommation est soutenue. Sans une amélioration de la balance commerciale en volume, il sera inutile de dynamiser la collecte laitière nationale, voisine de 25 millions de tonnes par an (Chatellier et al, 2013).

Dans ce cadre, cette communication présente une analyse de l'évolution des échanges de la France en produits laitiers au cours de la période 2000-2014. En utilisant les données statistiques produites par les services des douanes (BACI à l'échelle internationale ; Comext au niveau européen), en volume et en valeur (monnaie courante), elle s'intéresse successivement aux importations, aux exportations et à la balance commerciale de différents types de produits laitiers. Cette analyse vise, d'une part, à identifier les produits et les pays qui contribuent le plus à l'amélioration de la balance commerciale et, d'autre part, à déceler d'éventuelles pertes de compétitivité. Outre les partenaires européens, une attention particulière est portée aux pays asiatiques et aux pays africains pour lesquels la croissance démographique et, parfois, les difficultés productives, offrent des opportunités de développement, du moins pour quelques catégories de produits. Outre la Nouvelle-Zélande et les USA, plusieurs pays européens sont déjà en concurrence pour prendre place sur ces marchés en croissance.

### 1. UN MARCHÉ INTERNATIONAL CONCENTRÉ, AVEC UNE CROISSANCE ASIATIQUE SOUTENUE

La production laitière mondiale représente, toutes espèces confondues, 790 millions de tonnes en 2014. Les échanges de produits laitiers, qui sont assez fortement régionalisés, s'élèvent à 65 millions de tonnes en équivalent lait (Institut de l'Élevage, 2015), soit 8% du total de la production.

Les flux à l'export relèvent d'un nombre restreint de pays. Avec des exportations qui s'élèvent à 21 millions de tonnes, soit près de 95% de la production intérieure, la Nouvelle-Zélande occupe le premier rang mondial. Avec un coût de production du lait parmi les plus compétitifs, mais en augmentation, et une proximité géographique avec les pays asiatiques importateurs, ce pays a triplé ses exportations en quinze ans. La contribution de la Nouvelle-Zélande aux échanges internationaux de produits laitiers (32% en volume, avec une forte spécialisation pour les poudres grasses) est très nettement supérieure à sa part relative dans l'offre mondiale de lait (moins de 3%). A lui seul, ce pays exporte plus de produits laitiers que les vingt-huit Etats membres de l'UE réunis. Les exportations européennes représentent 17 millions de tonnes, soit environ 11% de la production intérieure. Les autres grandes zones exportatrices sont les Etats-Unis (9 millions de tonnes, avec une forte croissance au cours de la dernière décennie), l'Australie (4 millions de tonnes en 2014, en baisse du fait de la pression du facteur climat), et, plus loin derrière, la Biélorussie, l'Argentine, l'Uruguay et l'Ukraine. Si les européens occupent le premier rang sur le marché des fromages (avec plus du tiers des flux internationaux) et de la poudre de lait écrémé, ils sont positionnés loin derrière la Nouvelle-Zélande pour les exportations de beurre et de poudre grasse.



INRA, SMART-LERECO, d'après BACI

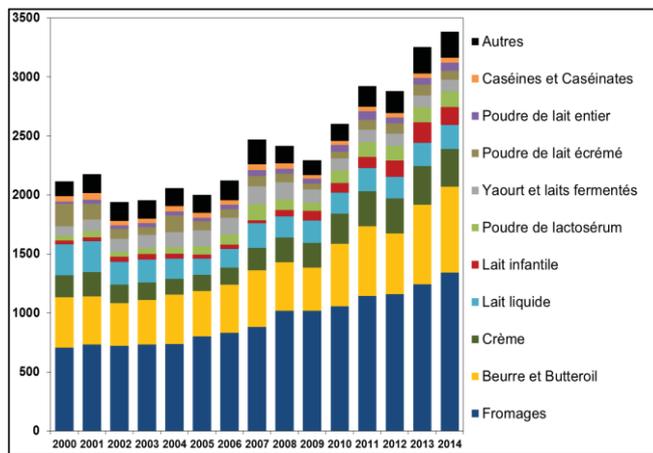
**Graphique 1 :** Les dix principaux importateurs mondiaux de produits laitiers (milliard d'euros, en 2014)

A l'échelle internationale, les principaux importateurs (en valeur) de produits laitiers sont, par ordre décroissant, la Chine, la Russie, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, le Mexique, le Japon, Hong-Kong, l'Algérie, le Venezuela et le Canada (Graphique 1). Si les importations européennes sont dérisoires au prorata de la production intérieure (environ 1%), les flux entre Etats membres sont, quant à eux, substantiels. Ils permettent non seulement de palier à la situation déficitaire de plusieurs Etats membres, comme c'est le cas du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne, mais également de satisfaire l'exigence des consommateurs pour des produits laitiers diversifiés.

## 2. LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE DES PAYS TIERS SONT DURABLEMENT MARGINALES

En dépit d'une production laitière en croissance au cours de la période récente et d'une grande diversité de produits finis, la France importe une quantité importante de produits laitiers (CNIEL, 2015). Elle se positionne au quatrième rang européen, derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie.

Les importations françaises (hors produits à base de lait : glaces, aliment d'allaitement pour animaux et préparations alimentaires) sont passées de 2,1 milliards d'euros en 2000 à 3,3 milliards d'euros en 2014. Elles émanent presque exclusivement de pays membres de l'UE, surtout ceux situés à proximité : les Pays-Bas (689 millions d'euros en 2014), l'Allemagne (678 millions d'euros), la Belgique (594 millions d'euros), l'Italie (411 millions d'euros) et l'Espagne (299 millions d'euros). L'absence de droits de douanes entre pays européens, l'existence de différentiels de prix de vente des produits finis parfois importants entre Etats membres, l'amélioration des réseaux logistiques, la proximité des bassins de consommation (Lille et Paris sont plus proches de la Belgique que de la Bretagne) et la puissance des centrales d'achats françaises à la recherche d'un approvisionnement à bas prix sont autant de facteurs qui interfèrent sur les flux. Les données d'Eurostat utilisées ici s'intéressent aux pays de provenance des produits importés et non pas aux pays d'origine, un biais peut cependant exister, mais il est considéré comme limité. En effet, certains produits laitiers peuvent être importés de pays tiers par des Etats membres de l'UE pour ensuite être réexpédiés vers l'hexagone. Nonobstant la baisse des droits de douane et l'ouverture de contingents d'importations suite aux précédents accords multilatéraux de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les achats directs de la France à la Nouvelle-Zélande (49 millions d'euros en 2014) et aux Etats-Unis (7 millions d'euros) sont restés marginaux, ce malgré une présence renforcée de ces deux pays sur la scène internationale. Les pays du Mercosur, dont la force exportatrice est souvent mise en avant dans d'autres filières agroalimentaires, n'exportent pas de produits laitiers vers les pays de l'UE.



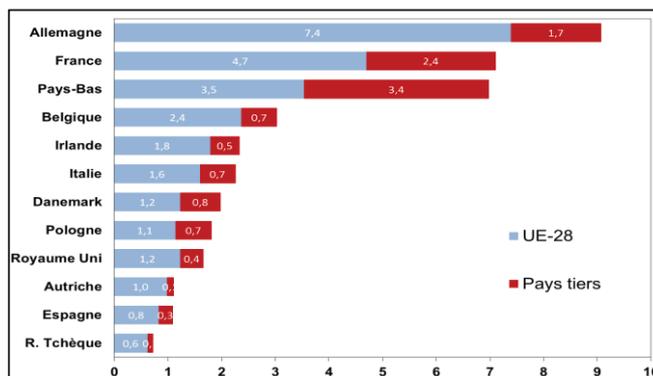
INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 2 :** Les importations françaises de produits laitiers entre 2000 et 2014 (million d'euros)

Les importations françaises de fromages s'élèvent en 2014 à 301 000 tonnes, dont 84 700 tonnes de fromages frais et blancs, 42 000 tonnes d'Emmental, 33 800 tonnes de fromages fondus, 29 700 tonnes de fromages râpés, 28 800 tonnes de Mimolette, Tomme et Maasdam et 27 800 tonnes d'Edam et de Gouda. Ces fromages importés proviennent principalement des trois pays, l'Allemagne (24% du total), les Pays-Bas (23%) et l'Italie (22%). Les importations de fromages ont augmenté tant en valeur (+635 millions d'euros) qu'en volume (+90 000 tonnes). Les importations de fromages ont augmenté tant en valeur (+635 millions d'euros) qu'en volume (+90 000 tonnes). Les importations de beurre (200 000 tonnes en 2014) proviennent surtout des Pays-Bas (39%), de la Belgique (24%) et de l'Allemagne (15%). Dans un marché intérieur déficitaire, elles ont augmenté en volume (+51 000 tonnes) et en valeur (+299 millions d'euros). Les importations de crème ont baissé en volume (- 9 000 tonnes), mais elles ont augmenté en valeur (+138 millions d'euros) du fait de la hausse des prix unitaires et de l'évolution qualitative des produits commercialisés. Les importations de lait liquide (365 000 tonnes en 2014), qui ne représentent que 6% du total des importations de produits laitiers (Graphique 2), ont été divisées par deux depuis 2000 (en volume), sous l'influence d'un recul de la consommation individuelle. Destinées surtout aux pays tiers non européens, les poudres de lait occupent une place marginale dans les importations françaises de produits laitiers.

## 3. LES EXPORTATIONS FRANÇAISES SONT EN HAUSSE, STIMULEES PAR LES PAYS TIERS ET UN EFFET « PRIX »

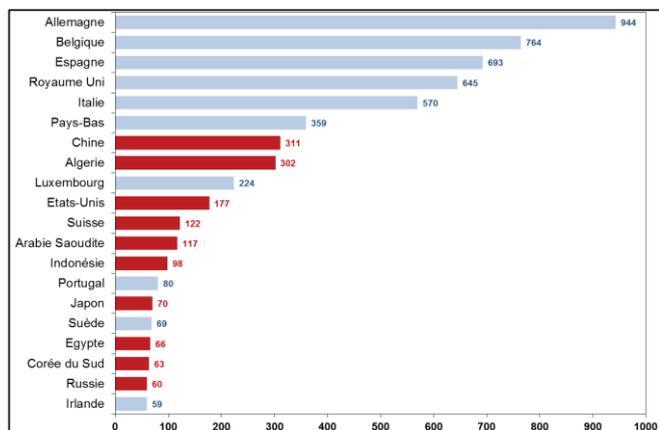
En 2014, la France occupe le deuxième rang des pays exportateurs européens de produits laitiers (toutes destinations confondues), derrière l'Allemagne et juste devant les Pays-Bas (Graphique 3). Les néerlandais exportent cependant deux fois plus de produits laitiers vers les pays tiers que les allemands.



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 3.** Les exportations de produits laitiers vers l'UE et les pays tiers (milliard d'euros, en 2014)

Les exportations françaises sont orientées, en valeur 2014, pour 67% vers les Etats membres de l'UE, essentiellement au bénéfice de pays limitrophes, par ordre décroissant l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Italie (Graphique 4). Les exportations vers les treize nouveaux Etats membres de l'UE sont particulièrement faibles (2% du total), de même que vers la Russie où s'applique désormais un embargo sur les produits agroalimentaires européens. Les exportations vers les pays tiers, qui ont doublé en quinze ans sont destinées principalement à la Chine, l'Algérie, les USA, l'Arabie Saoudite et la Suisse.

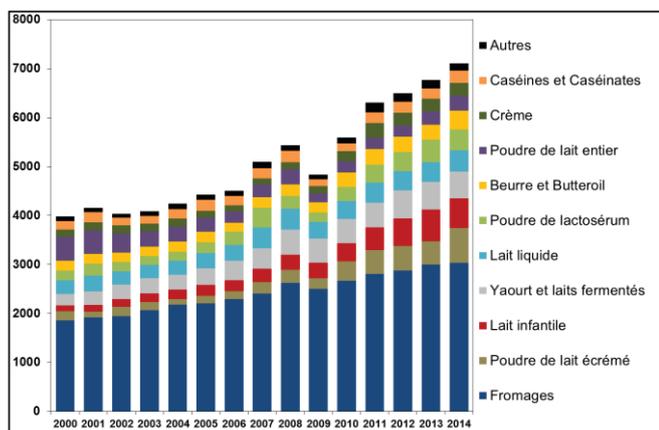


INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 4** : Les 20 premiers clients de la France en produits laitiers (million d'euros, 2014)

La part des pays tiers dans le total des exportations françaises est importante pour le lait infantile (80%), la poudre de lait écrémé (60%), la poudre de lactosérum (56%) et la poudre de lait entier (43%) ; elle est nettement plus modeste pour les fromages (21%), les laits liquides (14%), les laits concentrés (5%) et les yaourts (2%).

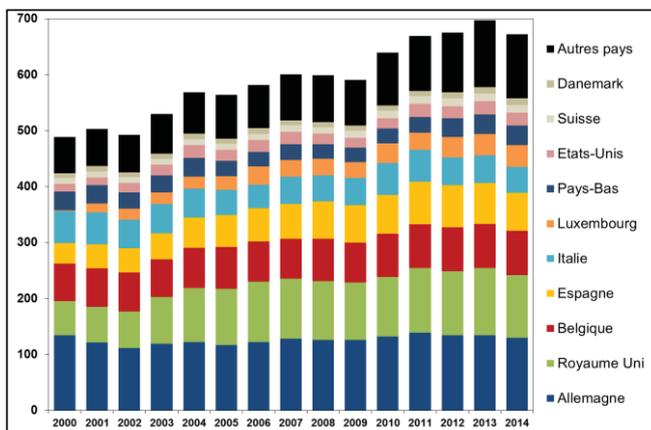
Les exportations françaises de produits laitiers ont fortement augmenté en passant de 3,9 à 7,1 milliards d'euros entre 2000 et 2014 (Graphique 5). Une dynamique positive est observée pour toutes les catégories de produits de la nomenclature à la seule exception de la poudre de lait entier (-185 millions d'euros sur la même période) où les performances de la Nouvelle-Zélande sont spectaculaires à destination du marché asiatique. Les fromages, qui représentent 44% du total des exportations, ont joué un rôle moteur (+1,1 milliard d'euros d'exportations). D'autres types de produits y ont également largement contribué tels que la poudre de lait écrémé (+526 millions d'euros), le lait infantile (+490 millions d'euros), les yaourts et autres produits laitiers fermentés (+311 millions d'euros), la poudre de lactosérum (+225 millions d'euros) et la crème (+109 millions d'euros).



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 5** : Les exportations françaises de produits laitiers entre 2000 et 2014 (million d'euros)

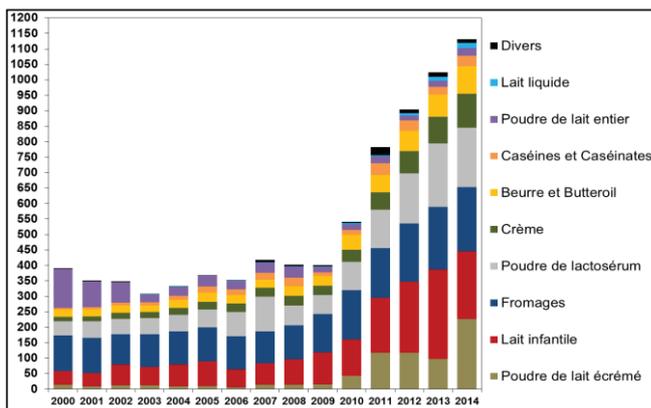
L'évolution des exportations exprimée en valeur est influencée par la dynamique positive des prix internationaux et, parfois, par un effet technologique (amélioration des qualités du produit). Ainsi, les évolutions apparaissent moins fortes lorsque l'analyse privilégie les volumes. Dans le cas de la poudre de lait infantile, les exportations ont été multipliées par 4,2 en valeur entre 2000 et 2014 contre seulement 2,3 en volume. Dans le cas de la poudre de lait entier, les exportations ont baissé de 37% en valeur et de 60% en volume. Dans le cas des fromages, la croissance des exportations a été de 63% en valeur mais de 37% en volume.



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 6** : Les exportations françaises de fromages entre 2000 et 2014 (millier de tonnes)

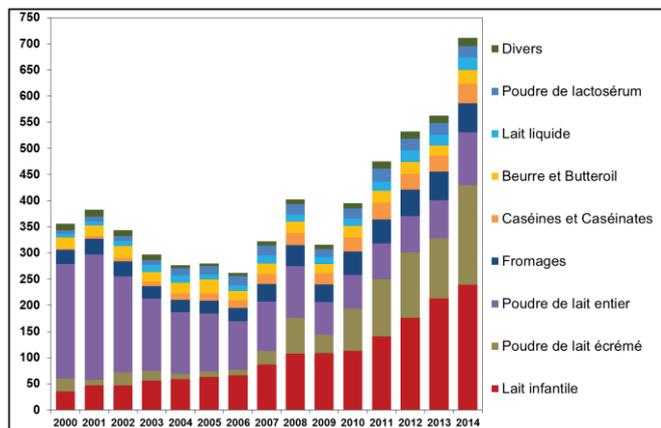
Les exportations françaises de fromages (672 000 tonnes en 2014) ont augmenté de 183 000 tonnes depuis le début du millénaire (Graphique 6). Cette progression est surtout le fait du Royaume-Uni (+51 000 tonnes), du Luxembourg (+37 000 tonnes) et de l'Espagne (+31 000 tonnes). Un léger repli est constaté avec l'Italie (- 10 000 tonnes) et l'Allemagne (-4 000 tonnes), pays qui demeure cependant le premier client. Les américains sont certes des importateurs historiques, mais pour des volumes modestes. Les fromages exportés sont d'abord les fromages frais et blancs (248 000 tonnes), les fromages à pâtes molles (76 300 tonnes), le brie (72 100 tonnes) et les fromages fondus (65 000 tonnes).



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 7** : Les exportations françaises de produits laitiers vers l'Asie entre 2000 et 2014 (million d'euros)

Les exportations françaises de produits laitiers vers les pays asiatiques ont triplé en valeur entre 2009 et 2014 (Graphique 7), sous l'influence notamment de la Chine (International Dairy Federation, 2015). Avec 311 millions d'exportations, la France est le troisième pays fournisseur de « l'empire du milieu » loin derrière la Nouvelle-Zélande (2,9 milliards d'euros d'exportations en 2014) et, dans une moindre mesure, les Etats-Unis (environ 500 millions d'euros). Les exportations vers l'Asie concernent à parts presque égales (en valeur) la poudre de lait écrémé, le lait infantile, les fromages et la poudre de lactosérum.



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

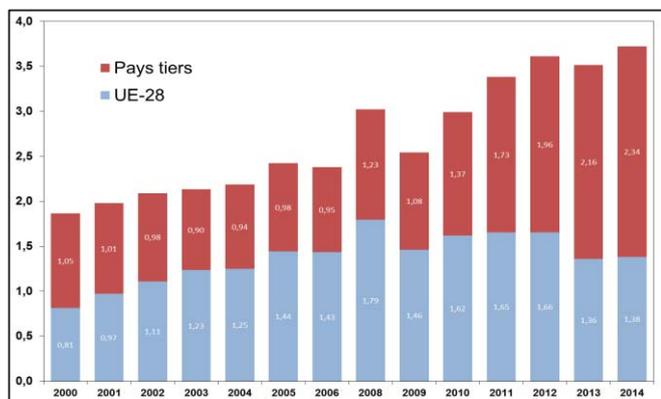
**Graphique 8** : Les exportations françaises de produits laitiers vers l'Afrique entre 2000 et 2014 (million d'euros)

Les exportations françaises de produits laitiers vers les pays africains ont plus que doublé en valeur entre 2009 et 2014 (Graphique 8). Les trois premiers clients sont l'Algérie, l'Egypte et le Maroc. Deux produits connaissent une forte accélération de leurs exports, à savoir le lait infantile et la poudre de lait écrémé. Les exportations de fromages sont encore peu développées vers ce continent et celles de poudre de lait entier s'inscrivent à la baisse.

#### 4. UNE BALANCE COMMERCIALE QUI PROGRESSE PLUS VITE AVEC LES PAYS TIERS

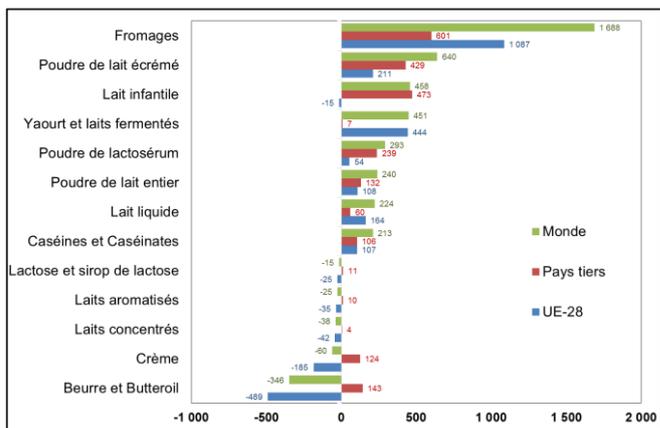
La France occupe le deuxième rang européen en termes de balance commerciale pour les produits laitiers, après les Pays-Bas. Avec 3,7 milliards d'euros en 2014 contre 1,9 milliard d'euros en 2000, le secteur laitier contribue activement à la balance commerciale agro-alimentaire française, loin cependant derrière celle des vins et spiritueux et des céréales.

**Graphique 9**. Le solde commercial français en produits laitiers entre 2000 et 2014 (milliard d'euros)



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

L'amélioration de la balance commerciale tient aux pays tiers (Graphique 9) et non pas aux pays de l'UE-28 avec lesquels la situation s'est globalement détériorée depuis 2008. Les trois pays avec lesquels la balance commerciale a le plus progressé sont le Royaume-Uni (+393 millions d'euros), la Chine (+287 millions d'euros) et l'Espagne (+215 millions d'euros). Elle s'est, en revanche, dégradée avec les Pays-Bas (-312 millions d'euros), l'Italie (-173 millions d'euros) et l'Allemagne (-75 millions d'euros). Entre 2000 et 2014, l'amélioration du solde commercial tient surtout à la poudre de lait écrémé (+639 millions d'euros), aux fromages (+538 millions d'euros), au lait infantile (+373 millions d'euros) et aux yaourts (+293 millions d'euros). Une détérioration du solde est, en revanche, constatée pour la poudre de lait entier (-229 millions d'euros) et pour le beurre (-113 millions d'euros).



INRA, SMART-LERECO, d'après Comext-Eurostat

**Graphique 9** : Le solde commercial français pour différents types de produits laitiers (million d'euros, en 2014)

En 2014, la balance commerciale française est positive pour toutes les catégories de produits laitiers, à l'exception notable du beurre (-346 millions d'euros en 2014) et, dans une moindre mesure de la crème (-60 millions d'euros).

#### CONCLUSION

D'après certains travaux prospectifs (OCDE et FAO, 2014), le commerce international (hors intra-UE) des produits laitiers devrait progresser de l'ordre de 20% d'ici 2024. Notons cependant qu'en 2015, les échanges commerciaux sont plus difficiles qu'en 2014 en raison du repli des importations chinoises et de l'embargo russe. Dans un contexte où les quotas laitiers sont supprimés, plusieurs pays européens, dont la France, mais aussi l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas et la Pologne, chercheront à capter commercialement une partie de ces volumes supplémentaires. Sans le bénéfice de ceux-ci, l'accroissement de la production de lait ne sera pas vraiment nécessaire, tant la croissance attendue de la consommation de produits laitiers devrait être limitée dans la décennie à venir à l'échelle de l'UE (Commission européenne, 2014). Dans ce cadre international, les pays européens pourraient bénéficier d'un ralentissement du rythme de croissance de l'offre laitière en Nouvelle-Zélande et d'une pression climatique grandissante aux Etats-Unis (conditions liées à l'utilisation de l'eau en Californie). Plus que les producteurs de lait, ce sont surtout les industriels de la transformation qui sont placés au cœur de la stratégie de conquête de ces nouveaux marchés. Ils auront cependant besoin pour réussir de bénéficier d'un approvisionnement en lait qui soit qualitatif et compétitif, dans un contexte où, cependant, les différentiels de prix payé au producteur s'écrasent progressivement entre les principales grandes zones exportatrices. L'innovation, l'adaptation des produits à la demande gustative des consommateurs des pays importateurs, le renforcement de l'offre commerciale dans des pays encore peu explorés et une certaine massification de l'offre sont des éléments essentiels pour être performant demain et envisager une croissance des volumes de lait produits sur le territoire français.

Mes remerciements à Cécile Leroy (INRA-LERECO) pour son appui dans le traitement des bases de données.

**Chatellier V., Lelyon B., Perrot C., You G., 2013.** INRA Prod. Anim., 26 (2), 71-94

**CNIEL, 2015.** L'économie laitière en chiffres. 184 p.

**Commission européenne, 2014.** Prospects for EU agricultural markets and income 2014-2024, 72 p.

**Institut de l'Élevage, 2015.** Marchés mondiaux des produits laitiers. Dossier Economie de l'élevage, 458, 40 p.

**International Dairy Federation, 2015.** The world dairy situation 2014, Bulletin n°476, 230 p.

**OECD-FAO, 2014.** Perspectives agricoles 2014-2023, 358 p.